

Chers patients,

Il nous paraît important que vous sachiez ce que le gouvernement a proposé comme futur système de santé, lors des vœux de notre Président le 6 janvier 2023.

Notre Président semble vouloir mettre fin à la médecine de proximité, et in fine, cantonner votre médecin à un simple coordinateur d'une « équipe soignante » en première ligne (infirmiers, kinés, pharmaciens...).

1. La proposition de loi RIST-BERGÉ : la porte s'ouvre sur le transfert du diagnostic médical et de la prescription à des non-médecins, une **médecine sans médecins**. Au moment où une dixième année d'étude s'ajoute à la médecine générale ! Incohérent, potentiellement dangereux.
2. Il voudrait nous rendre financièrement toujours plus dépendants de « forfaits » qui contraignent notre pratique à une obligation arbitraire de résultats (moins d'exams, moins d'arrêts maladie, moins de médicaments coûteux...) et non plus de moyens (nos compétences pour vous soigner). Aux dépens du paiement à l'acte qui ne sert que le patient en face de nous.
3. Nous serons encouragés financièrement via des forfaits sur notre capacité à « coder » vos pathologies dans votre « Espace Santé » (datas intéressantes pour l'Etat). Notre temps clinique et notre expertise ne seront plus valorisés.
4. Face à la pénurie, l'état renforce le mammoth administratif et la réunionnite au détriment du temps médical (promotion des Communauté Professionnelle Territoriale de Santé). Les médecins seront bientôt obligés d'y participer pour toucher les « forfaits ».

Nous rappelons à l'Etat qu'il exige de nous des devoirs, alors que les **médecins généralistes travaillent en moyenne 55h par semaine, sont de garde dans 95% du territoire en l'absence de repos compensatoire et sans reconnaissance de la pénibilité du travail de nuit**.

L'Etat moralisateur a vite oublié qu'il avait choisi de réduire le nombre de soignants et de lits pour réduire le « coût » de la santé en ville comme à l'hôpital. Dans son discours, Monsieur le Président souhaite des avancées organisationnelles au 1er juin

2023 pour l'hôpital. Il oublie de parler de ses problématiques principales : en aval, le manque de lits suite aux fermetures massives, et en amont : consolider la médecine de ville qui assure plus de 90% des soins.

Nous exigeons de maintenir le médecin au centre de la prise en charge : c'est la condition indispensable à une prise en charge optimisée de nos patients sans perte de chance.

En refusant d'investir dans ses médecins de proximité, l'Etat décide de dégrader votre prise en charge médicale, mais aussi de gâcher nos compétences médicales qui ne demandent qu'à être utilisées.

20 à 30% des médecins de proximité se sont unis et mobilisés et ont proposé des solutions concrètes. Pour les soutenir, SIGNEZ LA PETITION de Médecins pour Demain.

